

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLÈNE ET ENTÈRE  
DE LA PENSÉE.TOLÉRANCE RELIGIEUSE  
ILLIMITÉE.

# L'AMI DU PEUPLE

## EN 1848.

AN 1<sup>er</sup> DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.  
PAR F.-V. RASPAIL.

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.



HEMEROTECA  
MUNICIPAL  
MADRID

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

**Les Citoyens de Paris sont priés,  
après avoir lu cette feuille, de l'expé-  
dier à leurs correspondants et amis  
des départements.**

PARIS, 27 AVRIL.

CITOYENS,

Le jour approche où la République va définitivement fonctionner d'une manière normale; le provisoire d'une position exceptionnelle va enfin cesser dans l'intérêt de la liberté qu'il suspend, du commerce que ses tiraillements entravent, et de la moralité publique que ses moyens de police compromettent. Il est temps, plus que jamais, que, sous peine d'aggraver encore cette funeste situation, il nous soit permis de soumettre les actes des gouvernants à un sévère contrôle, et que nous ne soyons plus condamnés à une obéissance passive pire que celle de nos mauvais jours.

Car jamais, dans les temps les plus affreux de la monarchie déchue, on n'avait entendu proférer, contre les hommes les plus dévoués aux grands intérêts de la patrie, plus de menaces de mort et plus de dégoûtantes calomnies. Jamais nos persécuteurs et nos dénonciateurs de bas étage n'avaient accompli leur tâche avec une effronterie qui dénotât plus de protection.

La devise trinitaire de la République devient une véritable dérision; la politique impopulaire de Guizot semble imprégner les actes occultes de la partie administrative du Gouvernement provisoire; quelques-uns la tempèrent par la politique astucieuse de leur ami secret, M. Thiers. Vieux souvenirs; nouvelle recrudescence.

Nous ne dirons pas : Rien n'est changé hormis un nom, mais bien : Tout a empiré avec ce changement de nom; notre provisoire est une flagrante réaction.

Et pourtant la réaction n'a pas la force de s'attaquer au fond, elle ne dépasse pas la forme; il faut que la République soit bien le vœu librement exprimé de tous, pour que ce mauvais vouloir et cette antipathie des réacteurs qui la mènent n'amène pas une contre-révolution.

De combien n'avons-nous pas reculé, depuis deux mois que la révolution s'est faite? Et pourtant chacune de ces reculades n'a fait que nous éloigner davantage de la monarchie que tant de gens couvaient dans le cœur.

S'ils avaient voulu détourner les Français de la forme républicaine, nos gouvernants, certes, n'auraient pas pu s'y prendre d'une autre manière qu'ils n'ont fait jusqu'à ce jour.

En cela, ont-ils été incapables ou malveillants? Ce n'est pas le lieu encore de nous livrer à la solution de ce problème. Nos révélations attendent, pour se produire, une occasion plus favorable; nous parlerons et nous ne cachons rien, dès que ce moment de vertige se sera dissipé, faute de fonds secrets pour en entretenir les fumées. Dieu fera sans doute qu'alors il ne sera pas encore trop tard.

Que la calomnie continue à marcher pendant tout ce temps la tête haute et la main dans l'ombre. Que MM. Buchez, Barthélemy-Saint-Hilaire et Pagnerre soient considérés comme citoyens plus républicains que nous, et M. Marrast comme plus Français que nous; qu'on nous signale à l'animadversion publique, comme communistes et partisans de la loi agraire, nous qui, jusqu'à ce jour, avons donné notre bien, et n'avons jamais absorbé à notre profit une parcelle du bien de nos amis et encore moins de nos ennemis.

Si l'on n'était honnête homme que dans le but de conquérir l'estime du public, et non dans celui de se contenter de l'estime de sa propre conscience, ce serait à renoncer au titre d'homme de bien, que de voir avec quelle facilité l'honnête homme est déshonoré par le savoir-faire du malhonnête homme.

En deux jours, une manœuvre de police est dans le cas de faire descendre la réputation la plus honorablement acquise, au rang des plus sales réputations; pendant que l'on voit les agents secrets de toutes les machinations infernales du gouvernement déchu se pavaner d'une sympathie achetée aux frais de l'Etat.

Et malheur à quiconque prendra parti pour la défense de la victime de l'oppression! il sera du coup enveloppé dans sa disgrâce. La rouerie de police pardonne encore moins au défenseur qu'au client; n'est-ce pas celui-là qui déjoue la manœuvre combinée avec tant d'art et tant d'astuce contre celui-ci? N'est-ce pas lui qui retient le bras prêt à frapper, et jusque-là sûr de son triomphe?

Pauvres esprits qui, amenés par le hasard au milieu de ces grands événements, continuent à s'occuper de si petites, de si misérables choses; qui veulent faire de la République comme ils avaient l'air de faire de l'émeute dans la tribune, la plume et jamais l'épée à la main; conspirateurs de la veille, dans la pensée de se tenir prêts, au premier moment venu, à devenir les hommes du lendemain; républicains de nom, monarchistes par goût, jouisseurs par nature, dévoués par ostentation, hommes de plaisir, pendant que leurs frères d'armes étaient hommes de souffrance; marquis de la liberté dont tant d'autres étaient les martyrs; éclaboussant avec leur tilbury républicain les républicains qu'on traînait, les fers aux mains, de geôle en geôle; puisant enfin à toutes les bourses, et ne rendant jamais; pratiquant à leur profit la communauté qu'ils flétrissaient en théorie, crainte d'avoir à la pratiquer à leurs dépens; rédigeant le matin un article contre Thiers, et sablant le soir le champagne avec ce petit homme; nationaux se jouant de la nationalité, et troquant de gaieté de cœur leur titre de Français contre des lettres de naturalisation anglaise, afin de devenir des princes Albert de la main gauche. Voilà aujourd'hui les artisans de ces calomnies salariales qui parcourent la France avec la rapidité de l'éclair. Comment en serait-il autrement? nous avons les mêmes hommes et les mêmes fonds secrets qu'alors, les mêmes coteries et les mêmes ennemis de ces coteries, qui ont dans la main une poignée de vérités que les coteries redoutent plus que le fer et le sang.

Il faudra pourtant, pour l'honneur du pays, que ces manœuvres aient une fin; que, dans cette ère de liberté, la réputation des honnêtes gens ne soit plus à la merci d'une poignée de gens de cette sorte, et que leur vie ne soit plus en butte au poignard des fanatiques abusés ou des mauvaises natures salariées. Car si cela continuait, nous formulons dès lors une de ces accusations plus explicites, que l'ouverture prochaine de l'Assemblée nationale nous engage à différer.

Nous accusera-t-on encore de ne parler de la sorte que parce que nous ne sommes rien dans un gouvernement où tant de petites gens sont quelque chose? Ceux qui savent qu'il n'a dépendu que de nous de nous mettre à la place où ils sont, se chargeront sans doute de répondre à cette accusation banale.

Nous n'avons rien demandé à la République; nous avons beaucoup refusé. La République, telle que nous la comprenons, ne saurait ajouter une obole à notre bonheur; elle ne peut que nous imposer des sacrifices, qui nous seront toujours doux à faire, quand nous serons sûrs qu'ils ne doivent profiter qu'à elle et non au gaspillage de quelques intrigants.

Je suis prêt à tout lui sacrifier, ma plume et mon bras, ma position et mon repos; mais mon bonheur, je le tiens de moi, et ne l'attends pas d'elle; mon ambition, c'est de la voir régner dans toute sa plénitude sur les hommes régénérés; ce spectacle suffit à ma félicité; et dans toutes mes luttes, je n'ai jamais eu en vue une autre récompense.

### ÉLECTIONS.

On nous rapporte sur le mode de procéder à Paris, pour le dépouillement du scrutin, des actes de négligence, pour ne pas dire davantage, qui sont la critique la plus sévère de la méthode imposée par le Gouvernement provisoire.

Chacun sait aujourd'hui les abus qui ont eu lieu dans le 12<sup>e</sup> arrondissement; ce point de fait n'est plus un mystère pour personne.

Dans certaines sections des autres arrondissements, on a surpris des urnes qui restaient ouvertes et qu'on avait oublié de sceller.

Un de nos correspondants de Charenton nous écrit, pour nous attester qu'ayant voulu assister au dépouillement du scrutin, il était parvenu à retrouver son bulletin. Or, il n'avait porté que vingt noms, et son bulletin était augmenté de quatorze autres. Le nom du citoyen Raspail, nous dit-on, avait été biffé par le scrutateur.

Sur la place Saint-Sulpice, un malheureux offrait 5 francs à un passant pour voter en faveur du Père Lacordaire. Le citoyen Chilman a entre les mains sept cartes d'électeur délivrées au citoyen Martineau, et cinq au citoyen Gantrel.

Que coûtait-il de procéder avec une régularité capable de garantir la sincérité des votes? On a dû se donner bien du mal pour arriver à de tels résultats? Pauvre administration, qui touche à tout et ne termine rien!

### Les Pères Duchêne de la réaction.

L'Assemblée nationale, journal de la réaction philippiste, devient furibonde, à force de chanter victoire; à force de donner des poignées de main aux citoyens Marrast et Lamartine, elle se sent le courage de faire donner par ses gardes nationaux des coups de baïonnette dans les reins de ses cauchemars Blanqui, Louis-Blanc et Ledru-Rollin. Les amis de Blanqui et Louis-Blanc se sont transportés dans ses bureaux, pour échanger des coups de riposte contre ses coups de plume, qui sont passablement injurieux. Le soir, la patrie lui a paru de nouveau en danger, au journal de la modération incarnée, et l'on nous assure qu'une fraction de la 2<sup>e</sup> légion a été commandée de planton à la mairie.

A l'approche de l'ouverture de l'Assemblée nationale, il nous semble que le journal l'Assemblée nationale devrait résilier ses pouvoirs; ses grandes dénominations sont aussi ridicules que ses grandes colères. Louis-Philippe y perdra ses roueries et son argent, dût-il confier la clef d'or des consciences à monseigneur Viennet. La République n'en sortira pas moins pure et sans tache, de tous ces pièges que le parti vaincu tend chaque jour à son triomphe.

### NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Encore des poursuites aux commissaires délégués; c'est à qui les renverra avec le plus d'humiliation. Chose digne de remarque! ce sont les créatures du citoyen National qui se trouvent toujours là à point nommé pour révoquer et aider à éconduire les créatures du citoyen Ledru-Rollin. La commune de Paris est donc en guerre ouverte avec son chef le ministre de l'intérieur? Et c'est la commune qui est la plus forte! C'est en vérité inintelligible.

### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

LOMBARDIE. — On dit que Milan visant à la république, le roi de Sardaigne est sur le point de faire rentrer ses troupes dans ses Etats. Ce qui est certain, c'est qu'il n'avance plus. D'après d'autres bruits, son inaction serait l'œuvre de l'Angleterre, qui ne permet pas qu'on tire un coup de fusil en Europe sans sa permission, tandis que notre République permet tout, même ce qui lui est contraire. Ce système d'humiliation nationale est celui de



Louis-Philippe. Veut-on le continuer? L'Assemblée nationale (non pas le journal de ce nom) sera d'un avis contraire.

IRLANDE. — Ce malheureux pays est toujours dans l'alternative de mourir de faim ou d'arborer le drapeau de l'insurrection nationale.

SICILE. — Le parlement général de la Sicile, dans sa séance du 12 avril, a prononcé la déchéance et de Ferdinand de Bourbon, roi de Naples, et de sa dynastie. Le même jour, on a renversé toutes les statues des membres de la famille royale; et la ville de Palerme a été illuminée.

COALITION DES GRANDES PUISSANCES DU NORD. — On parle d'un complot organisé entre la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Belgique et la Suède, contre l'émancipation des peuples. D'un pareil complot Louis-Philippe, dans le temps, s'était fait le préfet de police. Que pense faire le citoyen de Lamartine?... Mais nous oublions que l'Assemblée nationale va le remplacer.

BERLIN. — Le peuple vient de donner une nouvelle leçon à ce roi parjure, qu'il a pourtant la bonhomie de conserver. Il a de nouveau mis les troupes à la porte, et leur défend de rentrer en ville.

#### Chiffre des électeurs ayant dû prendre part au vote.

I<sup>er</sup> arrondissement: 49,051 sur 53,915 électeurs.  
II<sup>e</sup> arrondissement: 24,652 sur 59,895 électeurs.  
III<sup>e</sup> arrondissement: 45,944 sur 44,875 électeurs.  
IV<sup>e</sup> arrondissement: point de renseignements.  
V<sup>e</sup> arrondissement: 20,951 sur 50,495 électeurs.  
VI<sup>e</sup> arrondissement: 25,249 sur 58,120 électeurs.  
VII<sup>e</sup> arrondissement: 45,878 sur 24,588 électeurs.  
VIII<sup>e</sup> arrondissement: point de renseignements.  
IX<sup>e</sup> arrondissement: 40,405 sur 45,700 électeurs.  
X<sup>e</sup> arrondissement: 48,884 sur 25,416 électeurs.  
XI<sup>e</sup> arrondissement: 44,625 sur 25,490 électeurs.  
XII<sup>e</sup> arrondissement: 49,155 sur 52,000 électeurs.  
On peut porter à 200,000 le nombre des votants pour Paris, et à 40,000 celui de la banlieue.

#### Surveillance à exercer sur les substances alimentaires.

L'alimentation des grandes villes est insuffisante, d'un prix élevé; et, par surcroît de malheur, elle est viciée par la fraude, qui, en cherchant à tromper sur le poids, ne se fait pas faute d'en empoisonner la nature.

4<sup>e</sup> Il y a plus, et malheureusement par suite des errements de l'ancienne médecine vétérinaire, il arrive que pour la moindre maladie de la peau, on traite les bestiaux avec les lotions ou pommades arsenicales ou mercurielles, ce qui communique à la chair des qualités vénéneuses et délétères pour l'homme. D'un autre côté, la banlieue est souvent infestée de vaches ou bœufs malades du charbon, et que les propriétaires n'osent pas introduire en ville. Pour obvier à ces deux inconvénients, on pourrait adopter les mesures suivantes:

Art. 1. Nul bétail ne sera expédié dans un département, ou d'une localité dans une autre du même département, que sur un certificat du maire de la localité, constatant que l'animal n'offre aucun indice de maladie, et n'a été soumis à aucun traitement arsenical ou mercuriel.

Art. 2. A destination, l'employé de l'octroi, après avoir contrôlé ledit certificat, constatera l'état de santé de l'animal.

Art. 3. Un employé viendra, en outre, à l'instant de l'abatage, s'assurer de l'accomplissement de ces formalités, et, dans le doute, surseoir à l'abatage, pour que l'animal soit soumis aux investigations des hommes de l'art.

2<sup>e</sup> Nul n'ignore avec quel art la meunerie et la boulangerie opèrent leurs mélanges de farines. Ce serait peu que de vendre, comme des pains de froment de première qualité, des pains faits avec un mélange de farine de froment et d'orge.

Mais rien n'est plus fréquent que de mélanger ensemble une faible partie de farine de grenailles ou de féverolles avariées avec la farine de froment. Quelques boulangers, pour faire lever le pain et lui donner plus de blancheur, mêlent à la farine composée une certaine quantité de carbonate de chaux dit *farine de montagne*. Il serait temps qu'une surveillance active et méthodique fût organisée pour déjouer tous ces moyens de fraude; il suffirait pour cela d'arrêter ce qui suit:

Art. 4. Tout boulanger sera obligé de tenir un livre exact des qualités de farine qui entrent dans ses greniers, et parallèlement un autre livre de la quantité de chaque espèce de pains qu'il aura fabriqués.

Art. 2. Tous les huit jours, l'autorité municipale sera tenue de venir contrôler ces livres et ce qui reste en magasin.

Art. 5. Il est défendu au boulanger d'acheter, soit de la farine de montagne, soit de la farine de féverolles et autres grenailles.

Art. 4. Tout mélange de farines est interdit pour la confection du pain, à moins d'une autorisation de l'autorité locale, et à la condition que le boulanger soit tenu de vendre le pain comme provenant de farines mélangées.

Art. 5. Il est défendu au meunier de moudre plusieurs grains mélangés; et après chaque mouture, le sac sera revêtu du sceau de l'autorité; ce sceau ne pourra être brisé que par l'acheteur de la farine ou le propriétaire du grain.

Art. 6. Le boulanger ne pourra en rompre le sceau qu'après la déclaration faite à l'autorité locale et la rentrée en magasin.

Le Club révolutionnaire et socialiste du Rhône nous prie d'insérer la protestation suivante:

Le Club révolutionnaire et socialiste du Rhône a vu avec surprise la fausse interprétation donnée par une affiche à la délibération prise dans sa séance du 15 avril. Il s'inscrit en faux contre les termes de cette affiche, et proteste contre l'esprit qui l'a dictée.

Le Club du Rhône n'avait, dans le débat soulevé contre le citoyen de la Moskowa, à remplir qu'un rôle de juge. Au moment où toutes les ambitions se ruent sur la porte de l'Assemblée nationale, son devoir était de porter la lumière partout où la fraude était signalée. La séance du 15 avril n'a rien préjugé; elle a rectifié une insertion dans un journal, et ajourné le débat entre l'accusation et la défense; mais le club proteste hautement contre l'appui qu'on lui fait donner, à son insu, à une candidature qu'il eût énergiquement repoussée.

Pour les membres du Club,

Le président,

DESAYENÈRE.

Le secrétaire,

LÉON FAYRE.

On nous dit que chaque nuit des inconnus se présentent dans les postes, pour conseiller confidentiellement au chef de poste de se tenir sur ses gardes, parce que la patrie est en danger.

Le club de la Révolution adresse au Gouvernement les pétitions suivantes, signées, au nom du club, par les membres du bureau, Barbès, président, Pierre Leroux, Thoré, Etienne Arago, Bianchi, Raison, Lechallier, Daviot, Lamieussens:

Aux membres du Gouvernement provisoire.

Citoyens,

L'armée remplit dans l'Etat une fonction de dévouement par excellence; c'est elle qui, lorsque le territoire ou l'idée de la nation sont attaqués, la première a l'honneur de verser son sang pour la patrie. Nous honorons donc, citoyens, et nous aimons l'armée: les citoyens qui la composent sont nos frères les plus chers, ceux à qui nous voulons surtout donner des marques de sympathie et d'affection.

Mais ce n'est pas dans nos villes, citoyens, ce n'est pas dans notre héroïque Paris, cette capitale de la force et du courage populaires, que l'armée peut avoir jamais à accomplir sa mission. Paris sait se garder lui-même.

Partout des voix se sont élevées pour vous demander des troupes de ligne dans nos murs; nous ne rechercherons pas quelles sont ces voix; nous ne vous dirons pas qu'elles sont vraisemblablement celles qui maudissent à huis clos le triomphe de la cause du peuple, et qui complotent le retour du règne de l'inégalité.

Si de mauvaises passions comptent sur une nouvelle exploitation de l'esprit militaire à leur profit, elles se trompent. La France, nous en sommes sûrs, ne nourrit plus aucun soldat qui voudrait se faire le complice d'une parricide agression.

Mais il n'en faut pas moins réserver le principe de la non-intervention de l'armée dans les affaires civiles, principe réclamé dès le commencement de la révolution, assuré par la victoire du peuple.

C'est pourquoi l'armée de nos frères ne doit pas séjourner dans le centre des villes. Sa place est à la ceinture de notre frontière glorieuse, au regard des monarchies qui se débattent contre l'esprit de liberté.

Nous avons donc l'honneur de vous demander que le département de la Seine ne soit plus affecté comme résidence aux régiments de notre brave armée, qui, en toute occasion solennelle, nous enverra des délégués pour fraterniser avec le peuple.

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

La garde nationale, formée de tous les citoyens sans dis-

tinction, est une des institutions les plus populaires de notre jeune République, parce qu'elle repose sur le principe de l'égalité civique.

Aussi, tous les grades, toutes les fonctions de la milice nationale sont-ils conférés par l'élection.

Un seul grade pourtant, celui de général en chef, a jusqu'ici échappé à la loi commune, et l'on doit supposer que le Gouvernement provisoire n'a entendu nommer qu'à titre provisoire aussi le général actuel.

Quels que soient donc les titres et les services du général en chef, nommé après la victoire, nous avons l'honneur de vous proposer le décret suivant:

1. Le général en chef des gardes nationales de Paris et du département de la Seine sera nommé au scrutin par toutes les légions.

2. Cette nomination sera faite d'ici à la réunion de l'Assemblée nationale.

Salut et Fraternité.

#### Acte du Gouvernement provisoire.

Malgré le zèle et le dévouement des citoyens appelés à dépouiller le scrutin, il n'a pas été possible d'arriver à un résultat complet dans la journée d'aujourd'hui. Il n'y a pas eu moins de deux cent dix mille votants dans la seule ville de Paris; les deux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis ajoutent encore un chiffre de près de soixante mille votants à ce chiffre déjà si considérable. Or, les scrutateurs les plus exercés ne peuvent pas dépouiller plus de quarante bulletins à l'heure; si on ajoute à cette difficulté que les communes sous-sectionnaires sont obligées de parcourir une certaine distance pour se rendre au chef-lieu de canton, on comprendra que le dépouillement de cet immense scrutin ait exigé un travail de trois jours.

Le recensement général des votes pour le département de la Seine aura donc lieu à l'hôtel de ville le vendredi 28. Cette opération commencera à huit heures du matin, et, d'après l'arrêté pris par le maire de Paris conformément au décret, elle aura lieu en présence du président des sections centrales et des délégués de chaque section. Huit cents citoyens, témoins des opérations précédentes, assurent donc à cette opération définitive, laquelle se fera, les portes ouvertes, dans la salle Saint-Jean, toutes les garanties désirables. Un détachement de gardes nationaux des différentes légions de Paris et de la banlieue est convoqué pour veiller à l'ordre extérieur, et pour entourer d'une sécurité convenable la proclamation de nos représentants du peuple, qui sera faite par le maire de Paris.

— Un journal reproche au Gouvernement provisoire, et nous sommes de son avis, de ne pas faire connaître ce soir le résultat du scrutin de Paris et celui des départements qui a pu parvenir à sa connaissance. Ce serait un moyen de prévenir ces jeux scandaleux de bourse dont on accuse, à tort ou à raison, ses amis et ses confidents de profiter. Sur ce point, il est bon d'éviter jusqu'à l'ombre d'un soupçon.

— Nous remarquons sur les résultats du scrutin qui nous arrivent ce soir de certaines sections, des anomalies dont nous ne savons comment nous rendre compte. On sait que les délégués du Luxembourg ont arrêté une liste de candidats dans laquelle ils ont fait entrer vingt ouvriers. Ces listes ayant été déposées par eux sans changement aucun, dans l'urne, comment se fait-il que tel nom ait obtenu bien plus de voix que tel autre, et qu'on ne rencontre pas deux de ces noms qui aient réuni le même nombre de suffrages? C'est un problème à résoudre.

Citoyen rédacteur,

Les soussignés vous adressent les renseignements suivants:

Samedi 22 courant, en passant devant le ministère des finances, rue de Rivoli, nous avons été étrangement surpris de voir qu'un employé, portant la livrée de ce ministère, distribuait aux passants une liste de candidats sur laquelle ne figuraient qu'une moitié des membres du Gouvernement provisoire....

Comment et par ordre de qui cette distribution avait-elle lieu?

Recevez, citoyen, nos fraternelles salutations.

A. BLESON. RABOUIN.

Paris, le 25 avril 1848.

#### AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'Ami du Peuple, rue des Marais-Saint-Martin, 55, et rue Culture-Sainte-Catherine, 5.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.